

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activité de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes Cedex

Lille, le 03/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LENGLET IMPRIMEURS**

Actipôle de l'A2  
59554 Raillencourt-Sainte-olle

Références : 2024-V1-550  
Code AIOT : 0007002879

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement LENGLET IMPRIMEURS implanté AV DES DEUX VALLEES ZONE ACTIPOLE DE L'A2 59554 Raillencourt-Sainte-olle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LENGLET IMPRIMEURS
- AV DES DEUX VALLEES ZONE ACTIPOLE DE L'A2 59554 Raillencourt-Sainte-olle
- Code AIOT : 0007002879
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lenglet Imprimeurs à Raillencourt-Sainte-Olle est spécialisée dans l'impression et le façonnage de documents tels que des catalogues, des dépliants publicitaires et de la presse magazine à très gros tirage. Le site dispose pour cela de 4 rotatives de type héliogravure. Ses activités sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite d'inspection était de contrôler la mise en œuvre de la recherche de substances PFAS dans les rejets d'eaux de l'établissement. Deux observations ont été formulées à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a indiqué ne pas utiliser ou produire de produits contenant des substances PFAS. Il a passé en revue les fiches de données de sécurité des produits utilisés au sein de l'établissement. Par courriel du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis la liste des produits qui ont été pris en compte.

**Observation n°1 :** en fonction des quantités en substances PFAS contenues, la fiche de données de sécurité peut ne pas mentionner la présence de ces substances. Il est demandé à l'exploitant de contacter les producteurs des produits de la liste, en vue qu'ils confirment l'absence de substances PFAS.

La liste des produits étudiés ne comprend pas les émulseurs dont la présence a été constatée lors de l'inspection (FILMOPOL 6 et BIO FILMOPOL 9). L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité de ces deux produits qui mentionnent la présence de substances per ou polyfluoroalkylées (PFAS).

**Observation n°2 :** en cas d'utilisation de l'émulseur pour un exercice ou un incident, il convient que l'exploitant formalise un rapport d'utilisation permettant de garder la mémoire de cette utilisation et d'évacuer les déchets associés vers une filière autorisée, conformément à la réglementation applicable aux déchets.

**Observation n°3 :** il est porté à l'attention de l'exploitant que le règlement européen 2020/784 du 8 avril 2020 n'autorise l'utilisation d'émulseur contenant du PFOA que jusqu'au 4 juillet 2025. Les émulseurs présents contenant ces substances devront être remplacés par des émulseurs n'en contenant pas et les déchets générés par ce remplacement devront être évacués vers une filière autorisée, conformément à la réglementation applicable aux déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

### Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

### Constats :

L'exploitant a mené 3 campagnes de mesures des PFAS dans les eaux de rejet (point de rejet n°4 des eaux industrielles) entre janvier et mars 2024 (du 3 au 4 janvier, du 5 au 6 février et du 6 au 7 mars).

L'exploitant n'a pas mené d'investigation sur les rejets d'eaux pluviales, car il indique ne pas effectuer d'essai avec émulseur. Un départ de feu a eu lieu en 2021, les opérations d'extinction de celui-ci n'ont pas conduit à mettre en œuvre des émulseurs.

Une présence de substance PFAS a été mise évidence lors des trois campagnes : une concentration de 22 ng/L a été quantifiée pour la substance "acide perfluorohexanoïque". À noter que le seuil de quantification pour ce paramètre lors de cette mesure est de 20 ng/L.

<p>Concernant l'indice AOF, ce paramètre a été quantifié dans les proportions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 11 µg/L lors de la campagne de mesures de février 2024 pour un flux de 0,0385 g/j ;</li> <li>• 5,4 µg/L lors de la campagne de mesures de mars 2024 pour un flux de 0,0238 g/j.</li> </ul> <p>Ce paramètre n'était pas quantifiable lors de la campagne de mesures de janvier 2024 (mesure effectuée avec un seuil de détection de 2 µg/L).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements des échantillons des trois campagnes menées ont été réalisés par le laboratoire CERECO sous accréditation COFRAC (n°accréditation 1-0894), selon la norme FD T 90-523-2 pour l'échantillonnage. Les analyses ont été réalisées par l'organisme AL-West B.V du groupe Agrolab, accrédité pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exigences pour le prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Les prélèvements ont été effectués proportionnellement au débit sur une durée de 24 heures.

L'exploitant a déclaré que la station de traitement des eaux industrielles était en fonctionnement lors des prélèvements. Ces effluents sont exclusivement issus du traitement de surfaces utilisé pour durcir la surface des cylindres d'impression.

Les paramètres suivants ont été analysés :

- indice AOF ;
- acide perfluorobutanoïque (PFBA) ;
- acide perfluoropentanoïque (PFPeA) ;
- acide perfluorohexanoïque (PFHxA) ;
- acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) ;
- acide perfluorononanoïque (PFNA) ;
- acide perfluorodecanoïque (PFDA) ;
- acide perfluoroundecanoïque (PFUnA) ;
- acide perfluorododecanoïque (PFDoDA) ;
- acide perfluorotridecanoïque (PFTrDA) ;
- acide perfluorotetradecanoïque (PFTeDA) ;
- acide perfluorohexadecanoïque (PFHxDA) ;
- acide perfluorooctadecanoïque (PFODA) ;
- acide 4,8-dioxa-3H-perfluorononanoïque (ADONA) ;
- perfluoro-1-Butanesulfonate (linéaire) (L\_PFBs) ;
- acide perfluoropentane-1-sulfonique (PFPeS) ;
- perfluoro-1-hexanesulfonate (linéaire) (L\_PFHxS) ;
- acide perfluoro-1-heptanesulfonique (linéaire) (L\_PFHpS) ;
- acide perfluoro-1-décanesulfonique (linéaire) (L\_PFDS) ;
- acide perfluorononanesulfonique (PFNS) ;
- acide perfluorooctanoïque linéaires (L-PFOA) ;
- acide perfluorooctanoïque (ramifié) (B\_PFOA) ;
- somme Acide perfluorooctanoïque (PFOA) ;
- perfluorooctanesulfonate (linéaire) (L\_PFOS) ;
- perfluorooctanesulfonate (ramifié) (B\_PFOS) ;
- somme acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) ;
- acide 2,3,3,3-Tétrafluor-2-(Heptafluoropropoxy)Propanoïque (HFPO-DA) (Gen-X) ;
- 1H,1H,2H,2H-Perfluoro-1-décanol (8:2 FTOH) ;
- 1H,1H,2H,2H-Perfluoro-1-octanol (6:2 FTOH) ;
- acide perfluorododécanesulfonique (PFDoaS) ;
- acide perfluorotridécanesulfonique (PFTDaS) ;
- Acide perfluoroundécanesulfonique (PFUDaS) ;
- C6O4/F-DIOX.

Ces paramètres correspondent aux paramètres prévus par les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel visé par le présent point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Précisions des mesures

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de contrôle des 3 campagnes de janvier, février et mars 2024 indiquent une limite de quantification de 2 µg/L pour le paramètre AOF. Concernant les substances PFAS, les limites de quantifications sont inférieures à 100 ng/l (100, 50 ou 20 ng/l en fonction des substances).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats de chaque campagne (janvier, février et mars) ont été transmis le 30 mai 2024 via GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>